

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 7 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF TAC

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/24- 2450
N° HELIOS : 61720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement EDF TAC implanté site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite depuis 2009, à Vaires-sur-Marne, trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en

électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » par dépassement direct de seuil pour la rubrique n°4734 correspondant au stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique n°3110 pour ses installations de combustion.

Thèmes de l'inspection :

- Mesures de maîtrise des risques
- Entretien des moyens d'intervention
- Formation du personnel
- Gestion des anomalies et défaillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Inventaires et suivi des MMR	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Consignation et gestion des défaillances	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance et détection des zones de dangers	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.3 & 8.5.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 07/01/2009, articles 8.7.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.7.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	: Moyens de protection liés aux déchets dangereux	AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.3.6	Demande d'action corrective	3 mois
10	Protection et contrôles périodiques des installations électriques	AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
11	Formation et qualification du personnel	AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.4.4 & 8.7.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Entretien & surveillance des	AP Complémentaire du 25/07/2022, articles 8.6.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bacs de rétention		
8	Disponibilités des utilités d'exploitation	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise régulièrement des exercices POI.

Il se base sur les retours d'expérience des différents sites du CETAC pour améliorer ses procédures.

Il dispose d'un plan de formation complet décliné selon les missions.

Toutefois, l'inspection constate une certaine fragilité dans le maintien des connaissances des prestataires intervenant notamment dans les opérations de dépotage ainsi qu'une dérive dans la vérification et l'entretien des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaires et suivi des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
Constats : <p><u>Concernant la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) :</u></p> <p>L'exploitant a établi un fichier d'identification et de suivi des MMR (transmis post-inspection). Ce fichier a été établi à partir des données de l'étude de dangers (EDD) de 2007. Il existe un fichier identique au sein de chaque site CETAC d'EDF</p> <p>L'exploitant précise que les conclusions de l'étude de dangers indiquent l'absence de scénarios susceptibles de générer des effets létaux ou irréversibles hors des limites du site. À ce titre, il a qualifié les équipements de sécurité comme des barrières techniques et/ou organisationnelles.</p> <p>La terminologie de MMR a cependant été retenue afin d'assurer une certaine cohérence avec les fiches similaires des autres sites EDF CETAC.</p> <p>L'exploitant précise cependant que même si la distinction entre MMR et barrières n'est pas clairement décrite, celle-ci est bien connue du responsable du site et du coordonnateur sécurité.</p> <p>Le fichier contient également un tableau informatique de suivi des MMR du site avec les fiches consignes génériques ou procédures opérationnelles associées.</p> <p>L'exploitation explique avoir mis en place un deuxième fichier informatique dans lequel figure la fiche de vie des barrières, leur niveau de confiance ainsi que leur périodicité de maintenance.</p> <p>La gestion du site se fait par une équipe de maintenance mobile (28 agents) dont le personnel est mutualisé sur les 6 CETAC (2 en Bretagne et 4 en IDF).</p> <p>Les actions de première urgence sont faites par la maintenance lorsqu'elle est sur place ou par le responsable d'exploitation en liaison avec les équipes de maintenance le temps que celles-ci arrivent sur site.</p> <p>L'équipe de direction est partagée entre la Bretagne et l'Île-de-France pour une supervision rapide in situ en cas de risque.</p>

Focalisation sur la procédure de dépotage train valorisée comme barrière de sécurité dans l'EDD

L'Inspection demande à consulter la procédure de dépotage train. L'exploitant explique qu'une check-list associée à cette procédure est disponible sur le lieu du dépotage.

Elle regroupe toutes les actions à mener dans le cadre du dépotage d'un wagon mais ne permet pas de tracer la réalisation de chaque action liée à l'opération de dépotage ni les opérateurs effectivement présents. Seul un débriefing oral est effectué à l'issue de chaque opération.

L'exploitant indique que la procédure de dépotage des wagons a été externalisée.

Elle est donc réalisée en binôme entre un employé du prestataire et un agent d'EDF sans distinction des actions de chacun.

L'exploitant indique qu'il y a systématiquement 4 agents EDF présents au sein de l'établissement lors d'une opération de dépotage.

Toute mise à jour de la check-list fait l'objet d'une communication lors des réunions mensuelles d'équipe.

L'inspection rappelle qu'une des barrières de réduction du risque lié au dépotage inclut les consignes de dépotage et la présence de personnel formé. La consignation de chaque opération de dépotage permet à l'exploitant de justifier à tout moment de la bonne mise en œuvre et efficacité de la barrière organisationnelle.

Observation n°20240403-1 :

L'absence de traçabilité dans la réalisation des actions à mener dans le cadre d'une opération de dépotage ne permet pas de justifier de la bonne mise en œuvre de la barrière organisationnelle.

Lors de la visite du site, l'Inspection constate la présence dans le local du gardien (à proximité de la ligne SNCF) des procédures de dépotage camion et wagon, ainsi que la présence du POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignation et gestion des défaillances

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none">- être signalées et enregistrées ;- être hiérarchisées et analysées ;- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois d'avril de chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none">- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.
Constats : <p>En cas de dysfonctionnement de la MMR, la gestion se fait selon 3 scénarios :</p> <ul style="list-style-type: none">- scénario normal (anomalies) qui conduit au signalement via la GMAO et à la création de fiches de demande de travaux- scénario EDD qui implique le déclenchement du POI, notamment en cas de déversement- scénario « urgence » qui est une situation intermédiaire et qui implique une remontée au responsable du site et une action rapide <p>Les autres anomalies qui ne nécessitent pas d'action, ne sont pas consignées.</p> <p>L'analyse en séance de la procédure de dépotage train, permet à l'Inspection de constater que les défaillances sur des barrières sont enregistrées et que leur analyse donne lieu, le cas échéant à une modification des procédures. Cependant, l'ensemble de ce processus d'amélioration continu, spécifique aux barrières, n'est pas consigné.</p> <p><u>Non-conformité n°20240403-1 :</u></p> <p>L'exploitant ne consigne pas les défaillances des barrières ainsi que leur analyse et les actions correctives menées dans un souci d'amélioration continue.</p> <p><u>Non-conformité n°20240403-2 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- les enseignements généraux tirés de l'analyse du registre de défaillance des barrières et les orientations retenues ;- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.5.3 & 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : <u>Article 8.5.3</u> L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive. <u>Article 8.5.5</u> Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. 1/ Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés : - des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation, - une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant. La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. 2/ En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance. 3/ - <u>Détecteurs incendie</u> Dans les zones de dangers identifiées par l'exploitant en application des dispositions de l'article 8.2.2 du présent arrêté, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. - <u>Détecteurs gaz</u> Dans les zones de dangers identifiées par l'exploitant en application des dispositions de l'article 8.2.2 du présent arrêté, présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz, un système de détection automatique de gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place.

L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Constats :

L'Inspection s'est focalisée sur les détecteurs incendie de la zone de rétention du parc à fioul. L'exploitant explique que la gestion des détections est centralisée via logiciel CHUBB. La maintenance est faite par un prestataire externe.

Réservoirs:

Il y a 4 détecteurs thermiques pour chaque réservoir (soit 16 détecteurs au total) qui sont placés sur ces derniers à raison de 3 sur le toit et 1 au pied du réservoir.

La détection sur un capteur se fait dès le franchissement d'une température seuil, ce qui induit :

- l'activation de l'alarme dès le déclenchement d'un détecteur
- l'activation des moyens d'extinction dès le déclenchement de deux détecteurs ;

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence du détecteur en pied de bac.

En outre, l'exploitant explique qu'il y a une levée de doute systématique par le gardien (en dehors des heures ouvrées) ou par l'exploitant si un seul détecteur se déclenche.

Cuvettes de rétention :

Deux rétentions existent. Elles sont divisées en deux sous-cuvettes séparées par un muret. Chaque sous-cuvette héberge un réservoir.

Il y a 4 détecteurs flamme (IR) par sous-cuvette qui sont positionnés sur la partie inférieure des 4 murs (soit 16 détecteurs en tout). Dès la détection d'une flamme au fond de la cuvette par un détecteur, il y a un déclenchement de l'alarme et l'activation des couronnes d'arrosage.

L'exploitant explique que le signallement par un détecteur permet de rester « alerte » mais peut relever d'une défaillance mécanique du détecteur, d'où l'activation des moyens d'extinction dès le déclenchement du deuxième détecteur.

L'exploitant informe l'inspection d'une réflexion en cours pour renforcer la sécurité en conditionnant le déclenchement des moyens d'extinction dans les cuvettes, au déclenchement de deux détecteurs (IR), au lieu d'un seul.

Cela permettrait également à l'exploitant d'optimiser l'utilisation de l'émulseur.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence des détecteurs de flamme.

En outre, l'exploitant explique que chaque déclenchement d'alarme est associé à une levée de doute systématique effectuée visuellement par le gardien (en dehors des heures ouvrées), ou par l'exploitant dès qu'un seul détecteur se déclenche.

L'exploitant indique qu'il procède au contrôle des détecteurs 2 fois/an et qu'il teste les moyens d'extinction 1 fois/an. À ce titre, il a présenté en séance le rapport du 31/03/2023, où l'inspection a pu vérifier le suivi du bon fonctionnement des détecteurs qui ne présentaient aucun défaut.

L'exploitant indique que le dernier contrôle a été réalisé le 28/03/2024.

Le rapport associé a été transmis post inspection et indique plusieurs défauts sur certains détecteurs de flamme et thermique ainsi que sur les câbles associés.

Le 21 mai 2024, l'exploitant a informé l'inspection de la remise en état de 3 des 4 détecteurs défectueux et du dépannage en cours du 4ème.

Observation n°20240403-2 :

L'exploitant informera l'Inspection de la stratégie retenue pour le déclenchement du système d'extinction incendie des réservoirs (déclenchement d'un ou de deux détecteurs de flammes).

Observation n°20240403-3 :

L'exploitant informera l'Inspection de la remise en état du 4^{ème} détecteur.

Détecteurs fixes sur l'aire train

Il n'y a pas de détecteurs fixes sur l'aire train qui n'a pas vocation à stocker du FOD. Cela est cohérent avec ce que prévoit l'étude de dangers du site.

Les barrières organisationnelles mises en place sont complétées par des moyens d'extinction fixe et mobiles prévus par l'étude de dangers.

L'exploitant indique cependant que pour les cas exceptionnels où des wagons sont laissés en attente sur l'aire train, un deuxième gardien de nuit est recruté pour surveiller le chargement et en assurer la sécurité, dans une guérite installée à proximité.

L'inspection a pu constater la présence de cette guérite près du local pomperie fioul.

L'exploitant a bien mis en place des procédures de gestion des détecteurs permettant le déclenchement automatisé ou à distance des moyens d'extinction.

Il réajuste les consignes de gestion en fonction du retour d'expérience sur le déclenchement des détecteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : <u>Article 8.7.3.1 : Moyens de lutte contre l'incendie</u> L'établissement doit disposer à demeure de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <u>Article 8.7.3.1.1 : Centrale incendie :</u> <ul style="list-style-type: none">- une pomperie incendie comportant au minimum une pompe principale capable de fournir à tout moment au réseau incendie<ul style="list-style-type: none">* d'une part, un débit total simultané de 665 m³/h, avec une pression suffisante pour permettre l'alimentation des équipements de protection des bacs de stockage de fioul (déversoir, couronne d'arrosage) et le refroidissement des installations voisines,* d'autre part, un débit de 660 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie des bâtiments.- une pompe de secours (groupe thermique) pouvant alimenter ces mêmes réseaux si la pompe principale venait à tomber en panne,- une pompe jockey permettant de lutter contre les pertes de charge du réseau incendie,- 4 raccords symétriques de 150 mm permettant la réalimentation du réseau incendie en cas de dysfonctionnement de la pomperie et d'insuffisance de débit ou de pression. Ces raccords seront placés en sortie de pomperie sur le réseau incendie. Chaque raccord sera muni d'une vanne d'isolement,- une installation automatique de pré mélange avec une concentration d'émulseur de 3 %,- une réserve d'eau de ville de 6520 m³ dont 2000 m³ dédiée à la sécurité incendie avec réalimentation par le réseau d'eau de ville à raison de 20 m³/h maximum. L'exploitant devra établir un document décrivant les moyens prévus pour la réalimentation de cette réserve d'eau qui devra être prise en compte dans le POI. <u>Article 8.7.3.1.2 Autres moyens :</u> <ul style="list-style-type: none">- 20 poteaux incendie normalisés et incongelables équipés d'au moins une sortie de diamètre 100 mm ou 2*100 mm issue de la centrale incendie ; Le réseau garantira un débit simultané de 120 m³/h sur deux poteaux. <p>Les poteaux incendie seront implantés en respectant les distances suivantes : 200 mètres au maximum entre les deux hydrants par les voies de desserte et 5 mètres au plus du bord de la chaussée. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé,</p> <ul style="list-style-type: none">- des couronnes mixtes d'arrosage (prémélange ou eau) équipant chacun des bacs, les couronnes sont sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes ;- sur chaque réservoir, un réseau fixe mixte (prémélange ou eau) permettant d'alimenter les couronnes d'arrosage de la robe des bacs avec un débit minimum de 15 litres/minute/mètre de circonférence et 2 boîtes d'injection de mousse à l'intérieur des bacs ;- 4 déversoirs de mousse dans chaque sous-cuvette et installés au bord de la cuvette de rétention assurant un débit minimum de solution moussante de 2 700 l/min par cuvette, <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>pour la protection de la zone de déchargement ferrée :</u> un extincteur mobile à poudre, 2 extincteurs sur roues et de 2 cuves de 1 m³ d'émulseur, associés à deux canons mobiles de type « queue de paon » d'un débit unitaire de 1 000 l/min, ces canons mobiles étant en charge, prêts à l'utilisation avant toute opération de dépotage. Deux poteaux incendie sont présents sur toute la

longueur de la zone de dépotage, au moins tous les 120 m et permettent un raccordement distant de moins de 200 m par rapport à une éventuelle zone de danger,
[...]

Constats :

Le site est équipé de 2 moto-pompes (électrique et thermique) dédiées à l'alimentation en eau des poteaux incendie et des couronnes de bac.

Ces deux pompes délivrent une pression de 10 bars chacune avec un débit de 850 m³ /h.

Elles sont alimentées à partir des bâches de stockage par un débit de 300 m³/h.

Elles peuvent également être approvisionnées par de l'eau du réseau à un débit de 100 m³/h.

En cas de défaillance de la pompe électrique, la moto-pompe thermique prend le relai.

L'exploitant explique que ces pompes sont contrôlées une fois par an et sont testées toutes les semaines.

Dans le dernier rapport de contrôle du 13/12/2023 transmis post inspection, la batterie du groupe motopompe devait être changée.

Observation n°20240403-4 :

L'exploitant justifiera que la batterie du groupe motopompe a bien été rechargée.

Le site dispose également de plusieurs poteaux incendie pouvant fonctionner simultanément.

Lors de l'analyse du dernier compte-rendu d'exercice POI, réalisée post-inspection, l'Inspection a noté le dysfonctionnement d'un poteau incendie dont la réparation était à échéance du 30 mars 2024.

Observation n°20240403-5 :

L'exploitant justifiera de la remise en conformité du poteau incendie défectueux dont la remise en service était prévue au 30/03/2024.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté, sur l'aire train, qu'une armoire censée contenir des moyens de lutte contre l'incendie était vide. Cette armoire est située le long de la ligne SNCF.

Observation n°20240403-6 :

L'exploitant s'assurera que ses moyens d'intervention sont en permanence accessibles et bien identifiés, cela est particulièrement vrai pour l'armoire située le long de la ligne SNCF sur l'aire de dépotage de wagons.

Local émulseur/eau de refroidissement

Le mélange eau/émulseur est réalisé dans le local émulseur.

La gestion de la détection est centralisée via le logiciel spécifique CHUBB et la maintenance sur site assurée par un prestataire externe.

Un contrôle ponctuel du débit de la pompe émulseur est effectué. Le dernier date de 2023.

L'inspection a pu constater lors de sa visite, les éléments du système de déclenchement dans le local émulseurs où une double sécurité sur l'automatisation du lancement a été mise en place par

<p>action humaine : enclenchement manuel des interrupteurs électriques ou enclenchement manuel des vannes des différents conduits de sprinklage/émulseurs en fonction du scénario en cours.</p> <p>Un panneau récapitulant les différentes positions des vannes en fonction du scénario POI est disposé à l'entrée. Il permet par le biais des couleurs et des étiquettes, d'indiquer clairement à l'agent, les vannes à actionner et le type de produit associé (eau pour refroidir ou émulseur+eau)</p> <p>Le local émulseur est conçu de manière à ce que les moyens d'extinction fonctionnent même en mode dégradé du logiciel de gestion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des secours
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I).Le P.O.I est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste en commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le POI prévoit la réalimentation de la réserve d'eau incendie par le réseau d'eau de ville et les possibilités d'utilisation de la Marne comme réserve d'eau en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Un exemplaire du P.O.I est disponible en permanence au local de réception et auprès des personnes d'astreinte lors des périodes de fermeture du site. Il est accompagné d'un inventaire des stocks actualisé après chaque transfert de liquides et de l'affectation des bacs. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none">- la recherche systématique d'améliorations des prescriptions du P.O.I ; cela inclut notamment :- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,- la formation du personnel intervenant,- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI,- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>[...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'alarme locale se déclenche lorsqu'au moins 1 capteur thermique détecte une température au-dessus du seuil prévu. Un report d'alarme est effectué vers le poste de garde pour confirmer le déclenchement du détecteur. De plus, l'alarme POI se déclenche.</p> <p>En salle, l'exploitant a présenté le compte-rendu du site d'Arrighi (Vitry-sur-Seine) sur lequel il y a eu un départ de feu dans le local des groupes électrogènes ayant conduit au déclenchement du POI (de nuit et bâtiment dans le noir et fumée difficile à maîtriser).</p> <p>L'exploitant indique que la gestion est identique pour les 6 sites CETAC EDF. Il a présenté le schéma d'alerte commun à tous les sites CETAC.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant explique qu'un exercice POI est réalisé une fois par an sur chaque site du CETCO. Ce qui fait 6 exercices, dont 1 réalisé en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Le dernier exercice sur le site de Vaires-sur-Marne a eu lieu le 29/02/2024, le compte-rendu a été présenté en séance.</p> <p>L'exploitant indique qu'à l'issue de ces exercices POI, des retours d'expérience sont exploités sur l'ensemble de ses sites.</p>

L'exploitant a mis en place un schéma d'alerte et des consignes de gestion identiques sur tous ses sites CETAC .

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence d'un exemplaire du POI dans le local gardien situé à proximité de l'aire de dépotage train.

En séance, l'Inspection questionne l'exploitant sur la fiche du scénario 2 du POI relative au Feu de cuvette de rétention du parc à fioul :

- Le nombre de détecteurs IR mentionné dans les « Actions mise en œuvre automatiquement » ne correspond pas. En effet, il est précisé 3 détecteurs, alors qu'en réalité il y en a 4.
- Le point 3 n'indique pas clairement qu'il y a deux situations possibles et donc un seul paragraphe à suivre selon la cuvette en feu (nord - côté train ou sud - côté Marne).
- Le point 4 demande l'activation des rideaux d'eau des zones de dépotage selon les cas. Or la procédure automatisée les lance de manière systématique
- Le point 9 demande la vérification des vannes de rejet en Marne.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté un double système de vannes, constat visuel confirmé par l'exploitant : 1 vanne située au niveau de la sortie du bassin d'orage et 1 autre, celle d'origine, positionnée plus en aval.

Demande n°20240403-1 :

L'exploitant mettra à jour la fiche scénario 2 du POI en précisant les actions à mener dans le local émulseur en cas de dysfonctionnement automatique, selon le feu de cuvette (cuvette nord ou cuvette sud).

En outre, l'exploitant précisera si parmi les vannes de rejet, il en existe une dont le fonctionnement est exclusivement manuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien & surveillance des bacs de rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens de protection mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Les vérifications, les opérations de maintenance, d'entretien et de vidange des rétentions, tuyauteries, conduits d'évacuations divers doivent être notées sur un registre. Le registre et les éléments justificatifs (procédures, consignes, compte rendu des opérations) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En salle, l'exploitant explique les différentes interventions auxquelles sont soumises les rétentions présentes au sein du site. L'entretien des cuvettes de rétention consistent à réaliser : <ul style="list-style-type: none">- une vérification du maintien des volumes- un contrôle en interne tous les ans Une vidange est effectuée dès que le niveau des effluents atteint le ras bord autour des rigoles. L'exploitant procède à des inspections régulières et consigne dans un rapport la gestion des vidanges des rétentions. Si des travaux s'avèrent nécessaires, ils sont programmés selon le niveau de criticité des défauts constatés. L'exploitant indique que le rapport de la dernière vérification n'est pas encore finalisée. Il le transmettra à l'inspection dès réception. Post-inspection, l'exploitant a transmis les différents rapports d'entretien des cuvettes de rétention du parc à fioul.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de protection liés aux déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets dangereux
Prescription contrôlée : [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoritiques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté à proximité de la zone de dépotage train, la présence d'un fût dédié à collecter les égouttures de FOD. Ce fût était sur rétention qui était partiellement remplie d'eau de pluie. <u>Non-conformité n°20240403-3 :</u> Le stockage du fût dédié à collecter les égouttures de FOD ne se fait pas sans risque de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Disponibilités des utilités d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 8.3,9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a détaillé les mesures prévues pour garantir la disponibilité des eaux d'extinction ainsi que la protection contre toute pollution des eaux externes : <u>Redondance de l'alimentation électrique pour l'actionnement des eaux d'extinction incendie :</u> Le prélèvement d'eau s'effectue à partir des bâches de stockage à un débit de 300 m³/h et de l'approvisionnement en eau de ville à un débit de 100 m³/h via 2 pompes dont 1 de secours, chacune avec pression à 10 bars et débit de 850 m³/h. - La bascule d'une pompe vers l'autre est activée dès qu'une chute de pression est constatée dans le réseau hydraulique - Plusieurs poteaux incendie sont disposés autour du site avec un débit simultané garanti de 120 m³/h La disponibilité des eaux d'extinction pendant la durée d'un incendie, au regard des scénarii du POI a été actualisée dans celui-ci en fonction des retours d'expérience des exercices sur l'ensemble des sites CETAC. Le POI actualisé a été transmis post-inspection. <u>Mise en sécurité du site en cas de pollution des eaux vis-à-vis de l'exutoire des eaux vers la Marne</u> Les vannes au niveau des points de rejet des effluents vers le milieu naturel sont doublées : 1 en sortie du bassin d'orage et 1 en sortie vers la Marne à laquelle est raccordé l'osmoseur. <u>Mise en marche du système de refroidissement des réservoirs et cuves en toutes circonstances</u> <i>cf. fiche de constats n°3 sur les détecteurs incendie</i> Le local émulseur est prévu de manière à pouvoir déclencher les moyens d'extinction même en mode dégradé du logiciel de gestion. <u>Alimentation secours des machines de production</u> Des groupes électrogènes sont présents pour assurer le relai en cas de défaillance électrique au niveau, notamment, du local pomperie incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les approches d'orage doivent être détectées de manière suffisamment précoce pour permettre l'arrêt de tous les mouvements de produits sur le site.</p> <p>En cas d'activité orageuse évidente ou d'approche d'orage, tous les mouvements de produits sont arrêtés au niveau des postes de déchargement/chargement. Cette action est définie par consigne.</p> <p>La zone de dépotage camion est équipée d'un dispositif empêchant les phénomènes d'étincelage.</p> <p>Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé.</p>
Constats : <p>En salle, l'exploitant présente l'analyse du risque foudre (ARF) qui a été réalisée le 20/10/2010, conformément à l'arrêté ministériel du 15/01/2008 et intègre l'ensemble des équipements du site. Il indique s'appuyer sur le CEntre de TélÉConduite (CETCO), le centre de contrôle et télésurveillance des sites TAC EDF de l'Ile-de-France, qui est en charge de l'analyse et la mise en œuvre à distance des actions de mise en sécurité des TAC en cas de survenance d'un risque.</p> <p>Dans les documents techniques liés à l'étude ARF et transmis post-inspection, il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'étude technique initiale a été réalisée en 2016. <p>Le rapport associé de 2019 recommandait la mise en place de parafoudres et était accompagné d'une Notice de Vérification et de Maintenance .</p> <ul style="list-style-type: none">- Une analyse complémentaire a été diligenté en 2021, par un autre bureau <p>Elle ne portait que sur la vérification des recommandations de la première étude de 2016, relatives aux équipements de lutte contre le risque de foudre à installer.</p> <p>Le rapport émis en 2022 a actualisé la liste des équipements devant disposer de protections contre le risque de foudre. Ce même rapport prescrit le blindage des câbles électriques basse tension entrants (courants forts).</p> <p>Ce rapport était accompagné d'une nouvelle Notice de Vérification et de Maintenance spécifique aux éléments analysés.</p> <p>L'exploitant précise que le site s'appuie désormais sur deux notices de vérification et maintenance pour contrôler les installations : celle de 2019 portant sur une partie des équipements, et celle de 2022 portant sur les équipements analysés en 2021.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification complète et visuelle des installations de protection foudre, respectivement de 2022 et 2023. Les 2 rapports indiquent la conformité des installations permettant de lutter contre le risque de foudre.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant explique avoir souscrit à un abonnement Météorage le prévenant en cas de risque d'orage. Ainsi, il peut procéder à la mise en sécurité de ses installations (arrêt travaux en cours, condamnation accès zone atex....).</p>

L'abonnement Météorage informe le gardien et le CETCO. Il permet une remontée d'alerte 30 minutes avant l'impact orage.

L'exploitant indique qu'un télé-compteur enregistre les impacts foudre sur une carte dans un périmètre de 10-20 km autour de la zone son site. Le nombre d'impacts est transmis par mél.

En séance, le relevé d'impacts du 31/03/2024 est consulté. Ce relevé indique 13 éclairs intra-nuages mais 0 impact au sol relevé dans un rayon de 10-20 km autour du centre du site. L'éclair le plus proche a été relevé à 400 m du centre du site.

L'exploitant a élaboré une fiche consigne centralisée dite « notice chapeau » pour l'ensemble des sites CETAC en 2017.

Elle contient, notamment, une note d'application : « *Actions à engager en cas d'alerte orage* ».

L'inspection demande la transmission de la note ainsi que le dernier relevé d'impacts. Ces éléments ont été transmis post-inspection.

L'Inspection constate qu'elle ne mentionne pas le relai auprès du CETCO.

Observation n°20240403-7 :

La fiche de consigne centralisée ne mentionne pas le relai auprès du CETCO qui est chargé de la supervision des équipements en appui au responsable du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection et contrôles périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique faire vérifier annuellement ses installations électriques par Bureau Veritas. L'exploitant passe par un autre prestataire afin de lever les éventuels écarts.</p> <p>En salle, l'Inspection a consulté le certificat Q18 dont le contrôle associé a été réalisé en décembre 2023. Ce certificat fait mention d'un risque d'incendie ou d'explosion. En particulier, Bureau Veritas a relevé un dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel sur plusieurs zones, certaines pouvant entraîner un risque d'électrocution.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir programmé une intervention auprès de son prestataire pour une remise en conformité.</p> <p>En outre, le certificat Q18 mentionne une vérification partielle des installations électriques. L'exploitant explique que Bureau Veritas a refusé de contrôler les installations de production, au motif qu'elles relèveraient du Code de l'énergie et non pas du Code de l'environnement. L'exploitant indique que le précédent prestataire procédait à la vérification complète des installations.</p> <p>Après analyse des textes réglementaires, l'Inspection rappelle à l'exploitant que l'article 8.3.5 de l'Arrêté Préfectoral d'exploitation de 2009 impose une vérification de l'ensemble des installations électriques de son site, au minimum une fois par an, par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'interaction avec le Code de l'énergie ne le dispense pas de ses obligations de contrôle.</p> <p>Il appartient donc à l'exploitant de se conformer aux différentes réglementations en vigueur pour remplir cette obligation.</p> <p><u>Non-conformité n° 20240403-4 :</u> L'ensemble des installations électriques n'est pas vérifié annuellement.</p>

<u>Non-conformité n°20240403-5:</u> Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état : il n'est pas remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Formation et qualification du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2009, article 8.4.4 & 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales de sécurité
Prescription contrôlée : <u>Article 8.7.4</u> [...] En outre, l'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures. <u>Article 8.4.4</u> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Des exercices de mise en œuvre des moyens internes sont organisés deux fois par an pour les agents d'exploitation.- un entraînement périodique à la conduite des unités dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Constats : En salle, l'exploitant explique que le personnel suit une formation cœur de métier et sécurité dont le contenu diffère selon le type de poste. Selon le poste occupé, les agents suivent une formation Feu2 et Feu3 avec manipulation des moyens de secours et de lutte contre l'incendie. L'exploitant indique l'existence d'un plan de formation qu'il présente en séance. Dans ce document, les formations sont classées selon 3 critères: indispensable, opérationnel et perfectionnement. Un suivi est effectué sur la qualité et la qualification de chaque agent. Le plan de formation des agents ainsi que la note d'organisation des compétences ont été transmis post-inspection. Cette dernière détaille effectivement les formations par catégorie et par poste occupé. L'inspection note la programmation d'une sensibilisation/formation POI soit initiale, soit en perfectionnement pour la quasi-totalité des agents. L'inspection constate cependant l'absence de mention des fonctions de l'agent formé ce qui ne permet pas de vérifier si les formations planifiées correspondent bien au poste occupé par l'agent. <u>Observation n°20240403-8 :</u> Dans le plan de formation des agents, il n'est pas indiqué clairement la fonction de l'agent afin de

s'assurer que les formations planifiées sont bien adaptées à ses fonctions.

En outre, une participation et le cas échéant une sensibilisation est faite lors des exercices POI. Le personnel tourne sur les différents sites du CETAC, de sorte qu'ils participent à 4 exercices POI par an. Ces formations sont consignées dans un classeur.

L'exploitant explique que des actions de fiabilisation des interventions « POI » sont réalisées :

- au niveau individuel (dite « PFI ») pour vérifier la communication entre agent
- au niveau de l'équipe d'exploitation (2 fois par an) pour tester la fiabilité des fiches scénarios. Un compte-rendu est réalisé

Le compte-rendu du dernier exercice de fiabilisation à l'attention de l'équipe d'exploitation a été transmis post-inspection.

Selon les postes occupés, les agents suivent également une formation ATEX et sur les ESP, notamment via un « pass sécu ».

Pour le personnel participant aux opérations dépotage, des formations TMD, sécurité humaine et communication sécurisé sont dispensées.

L'exploitant explique que pour les nouveaux prestataires intervenants sur les opérations de dépotage, une visite sécurité-environnement (VSE) est organisée à la demande du prestataire lorsqu'un nouvel opérateur intervient. Cependant, l'exploitant ne prévoit pas de recyclage.

Pour l'opération avec des prestataires en lien avec le TMD, un audit est réalisé annuellement par un bureau externe avec notamment une vérification de la procédure de dépotage. Cependant, les actions de dépotage n'étant pas tracées (cf. Fiche de constat «n°1 « Inventaires et suivi des MMR ») sauf via un débriefing oral ou une remontée d'anomalie ou une fiche DT, la qualification se contrôle uniquement via des mises en situations, des actions PFI ou les actions VSE.

Observation n°20240403-9 :

L'exploitant n'a pas mis en œuvre des mesures suffisantes permettant d'assurer le maintien du niveau des connaissances des prestataires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois